

AVIS D'ATTRIBUTION DE CONCESSION

RÉSULTATS DE LA PROCÉDURE DE MARCHÉ SERVICES

Directive 2014/23/UE



SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR/ENTITÉ ADJUDICATRICE

I.1) Nom et adresses

Sète agglomération Méditerranée

Numéro national d'identification : 20006635500013 - 4, avenue d'aigues - 34110 Frontignan - France

Code NUTS : FRJ13 Hérault - Courriel : correspondre@aws-france.com

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.agglopoie.fr/> - Adresse du profil d'acheteur: <http://www.agglopoie.fr/>

I.4) Type de pouvoir adjudicateur : Autorité régionale ou locale

I.5) Activité principale : Services généraux des administrations publiques

SECTION II : OBJET

II.1) Étendue du marché

II.1.1) Intitulé : concession de service portant sur la mise à disposition, l'installation, l'entretien du mobilier et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains d'information

Numéro de référence : 21cs002

II.1.2) Code CPV principal : 50200000 - Services de réparation, d'entretien et services connexes relatifs au matériel de transport aérien, ferroviaire, routier et maritime

II.1.3) Type de marché : Services

II.1.4) Description succincte : le contrat porte sur la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien, l'exploitation commerciale des : - abris-Voyageurs des usagers des transports en commun publicitaires, - mobiliers urbains d'information municipale et publicitaire, - journaux électroniques d'information pour l'information municipale, et également sur la mise à disposition, l'installation, la maintenance et l'entretien des : - abris-Voyageurs des usagers des transports en commun non-publicitaires, - mobiliers urbains d'information municipale - mobiliers d'affichage administratif et municipal, - colonnes culturelles

II.1.5) Valeur totale estimée

II.1.6) Information sur les lots : Cette concession est divisée en lots : non

II.1.7) Valeur totale du marché (hors TVA) : Valeur hors TVA : 17 229 371.00 EUR

II.2) Description

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

34928400 Mobilier urbain

45233293 Installation de mobilier urbain

79341000 Services de publicité

79822500 Services de conception graphique

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRJ13 Hérault

II.2.4) Description des prestations : le contrat porte sur la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien, l'exploitation commerciale des : - abris-Voyageurs des usagers des transports en commun publicitaires,- mobiliers urbains d'information municipale et publicitaire,- journaux électroniques d'information pour l'information municipale,et également sur la mise à disposition, l'installation, la maintenance et l'entretien des :- abris-Voyageurs des usagers des transports en commun non-publicitaires,- mobiliers urbains d'information municipale- mobiliers d'affichage administratif et municipal, - colonnes culturelles

II.2.5) Critères d'attribution : La concession est attribuée sur la base des critères décrits ci-dessous :

- Critères : Qualité technique : 35%
- Critères : Qualité de la gestion des mobiliers et les moyens disponibles pour intervenir : 20%
- Critères : Qualité esthétique : 15%
- Critères : Qualité du service d'affichage et de gestion du parc : 10%
- Critères : Qualité environnementale : 10%
- Critères : Solidité financière de l'offre : 10%

II.2.7) Durée de la concession : Durée en mois : 240

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

II.2.14) Informations complémentaires

SECTION IV : PROCÉDURE

IV.1) Description

IV.1.1) Forme de la procédure - Procédure d'attribution avec publication préalable d'un avis de concession

IV.1.11) Principales caractéristiques de la procédure d'attribution :

IV.2) Renseignements d'ordre administratif

IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure

Numéro de l'avis au JO série S : 2021/S 202-528858

SECTION V : ATTRIBUTION DE CONCESSION

Une concession/un lot est attribué(e) : oui

V.2) Attribution de concession

V.2.1) Date de la décision d'attribution de la concession : 24/06/2022

V.2.2) Informations sur les offres : Nombre d'offres reçues : 2

La concession a été attribuée à un groupement d'opérateurs économiques : non

V.2.3) Nom et adresse du concessionnaire

Jcdecaux France, 17, rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine - France

Code NUTS : FR105 Hauts-de-Seine

Le concessionnaire est une PME : non

V.2.4) Informations sur la valeur de la concession et les principales modalités de financement (hors TVA)

Valeur totale de la concession/du lot : 17 229 371.00 EUR

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

VI.3) Informations complémentaires : le montant indiqué correspond au montant total estimatif du Compte d'exploitation prévisionnel (Cep). La consultation du (des) contrat(s) peut être effectuée à l'adresse de l'organisme acheteur. Les tiers justifiant d'un intérêt lésé peuvent exercer un recours de pleine juridiction devant le juge administratif dans un délai de deux mois à compter de la publication

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Montpellier, 6, rue Pitot - Montpellier - 34063 France - Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr - Téléphone : +33 4 67 54 81 00 - Fax : +33 4 67 54 74 10

VI.4.3) Introduction de recours : Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

le candidat peut, s'il le souhaite et sous réserve de sa recevabilité, exercer devant le tribunal administratif de Montpellier :
- référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (Cja), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Cja, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du Cja. - Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du Cja, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). - Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. - Recours en indemnisation qui devra, obligatoirement faire l'objet d'une demande préalable auprès de la personne publique (au-delà d'un délai de quatre ans à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale.